

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 33.105/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 33.105/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 mars 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales", a donné le 12 juin 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 maart 2002 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen", heeft op 12 juni 2002 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. Historique

Les dispositions en projet ont pour objet de réorganiser les recours en matière de taxes communales. Elles ne règlent, par ailleurs, pas le sort qu'il conviendra de réserver aux réclamations introduites contre les anciennes taxes "provinciales".

Afin de bien comprendre la portée des modifications ainsi envisagées, il convient de rappeler brièvement l'évolution de la législation en cette matière.

- Première étape. La loi du 23 décembre 1986 relative au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales organise un recours juridictionnel devant la députation permanente. Pour autant que la valeur de la demande atteint au moins 10.000 francs, la décision de la députation permanente peut faire l'objet d'un recours devant la Cour d'appel ⁽¹⁾. Un pourvoi en cassation est, en outre, ouvert contre l'arrêt de la Cour d'appel ainsi que contre la décision de la députation permanente si la Cour d'appel n'est pas compétente ⁽²⁾.

Dans la Région bruxelloise dont le territoire est soustrait à la division en provinces, les missions juridictionnelles qui sont exercées dans les provinces par la députation permanente sont exercées par un collège juridictionnel, conformément à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

- Deuxième étape. La loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales abroge la loi du 23 décembre 1986. Dans sa version initiale, cette loi organise, en première instance, deux types de recours différents : dans les Régions flamande et wallonne, un recours devant la députation permanente, agissant cette fois comme autorité administrative, et dans la Région bruxelloise, un recours juridictionnel devant le collège juridictionnel visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée. En seconde

⁽¹⁾ Voir l'article 603, 3°, du Code judiciaire, tel qu'applicable à cette époque.

⁽²⁾ Voir l'article 609, 5°, du Code judiciaire, tel qu'applicable à l'époque.

instance, un recours devant la Cour d'appel est ouvert à la fois contre la décision de la députation permanente et contre la décision du collège juridictionnel.

Par son arrêt n° 30/98 du 18 mars 1998, la Cour d'arbitrage a annulé les dispositions organisant les recours précités parce que la différence de structure existant entre la Région bruxelloise et les Régions flamande et wallonne ne peut justifier que dans ces dernières, les redevables soient privés des garanties juridictionnelles dont bénéficient les redevables dans la Région bruxelloise ⁽³⁾.

A la suite de cet arrêt d'annulation, en ce qui concerne la Région bruxelloise, le régime de la loi du 23 décembre 1986, précitée, a repris effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale.

- Troisième étape. La loi du 15 mars 1999, précitée, rétablit les articles 9, 10 et 11 de la loi du 24 décembre 1996, précitée, et organise, en matière de taxes communales, et ce, pour les trois Régions, d'une part, un recours administratif devant le collège des bourgmestre et échevins et, d'autre part, un recours juridictionnel : en première instance, devant le tribunal de première instance et, en seconde instance, devant de la cour d'appel, l'arrêt de celle-ci pouvant enfin faire l'objet d'un pourvoi à la Cour de cassation.

Ces règles introduites à la suite d'amendements du Gouvernement répondent au souci de créer un parallélisme entre les règles applicables aux impôts d'Etat et celles qui concernent les taxes provinciales et communales ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Considérant B.13.

⁽⁴⁾ Voir la justification des amendements n°s 99 et 100 du Gouvernement (Doc. parl., Sénat, session 1998-1999, n° 1-966/7, pp. 15-16).

2. Compétence du législateur régional

1. L'avant-projet d'ordonnance prévoit

- la suppression du recours administratif obligatoire et préalable auprès du collège des bourgmestre et échevins, actuellement prévu par l'article 9 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, tel que rétabli par la loi du 15 mars 1999;
- le remplacement du recours devant le tribunal de première instance, actuellement prévu par l'article 10 de la loi du 24 décembre 1996, précitée, tel que rétabli par la loi du 15 mars 1999, par une "réclamation" - non suspensive - auprès du collège juridictionnel siégeant en qualité de juridiction administrative;
- l'ouverture devant la cour d'appel de Bruxelles d'un recours contre la décision du collège juridictionnel ou contre l'absence de décision de ce collège, dans le délai imparti par le projet.

2. Selon l'article 1^{er} de l'avant-projet, celui-ci règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

L'exposé des motifs ne contient aucune indication permettant de déterminer quelle est la matière visée à l'article 39 de la Constitution que le présent avant-projet d'ordonnance tend à régler et qui permettrait à la Région bruxelloise de modifier les compétences des juridictions de l'ordre judiciaire et de fixer les règles de procédure devant ces juridictions, notamment lorsque celles-ci sont appelées à connaître de litiges en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales et communales ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ Dans son arrêt n° 19/2001 du 14 février 2001, la Cour d'arbitrage a observé (cons. B.2.) que de nouvelles règles relatives au contentieux en matière fiscale ont été instaurées par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale et par la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, et que ces règles s'appliquent en principe à tous les impôts et donc également aux impôts instaurés par les Régions. Le même raisonnement vaut a fortiori pour les taxes communales et provinciales.

Certes, les régions sont compétentes pour régler la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions communales en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel que modifié par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés. Le législateur régional bruxellois ne saurait cependant tirer parti de cette disposition pour modifier les règles adoptées par le législateur fédéral en vue d'organiser les aspects juridictionnels du contentieux fiscal communal.

La compétence de créer des cours et tribunaux et de définir leurs attributions constitue une matière réservée au législateur fédéral par les articles 77, 144, 145 et 146 de la Constitution ⁽⁶⁾. En outre, en ce qui concerne les compétences du collège juridictionnel visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, toute modification en la matière ⁽⁷⁾ requiert une loi adoptée à la majorité spéciale prévue à l'article 4, dernier alinéa, de la Constitution, et ce, conformément à l'article 163, alinéa 2, de la Constitution.

Le respect de ces règles répartitrices de compétence emporte les conséquences suivantes :

- 1° le législateur régional bruxellois est incompétent pour modifier les attributions du collège juridictionnel visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée. L'auteur de l'avant-projet ne peut donc confier à ce collège la compétence de statuer en première instance sur les réclamations introduites contre les taxes communales;

⁽⁶⁾ Le pouvoir de fixer les règles de procédure devant les juridictions appartient au législateur fédéral en vertu de sa compétence résiduaire : voir les arrêts de la Cour d'arbitrage n° 19/2001 du 14 février 2001, cons. B.4.2., n° 33/2001 du 13 mars 2001, cons. B.5.5.1. et n° 57/2002 du 28 mars 2002, cons. B.4.3..

⁽⁷⁾ A l'exception toutefois des modifications résultant d'une modification apportée aux missions juridictionnelles des députations permanentes (art. 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989).

- 2° le législateur régional bruxellois est incompétent pour supprimer la compétence du tribunal de première instance et pour organiser, devant la cour d'appel de Bruxelles, un recours contre les décisions du collège juridictionnel, statuant comme juridiction administrative ⁽⁸⁾.

La compétence du législateur régional ne pourrait être admise que sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; il faudrait cependant que la législation envisagée soit nécessaire à l'exercice des compétences régionales, que la matière considérée se prête à un règlement différencié et que l'incidence des dispositions en cause sur la matière ne soit que marginale ⁽⁹⁾. Ces conditions ne sont pas remplies en l'occurrence : l'avant-projet réforme, en effet, de manière fondamentale la procédure de recours en matière de taxes communales, en modifiant l'organisation des cours et tribunaux ⁽¹⁰⁾;

⁽⁸⁾ Dans son arrêt n° 19/2001, précité, la Cour d'arbitrage a précisé que la compétence fiscale générale attribuée aux Régions par l'article 170 de la Constitution ne permet pas à ces dernières d'édicter des règles relatives à la compétence des juridictions et à la procédure applicable devant celles-ci (cons. B.4.1. et B.4.2.).

⁽⁹⁾ Voir l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 19/2001 du 14 février 2001, cons. B.4.3. .

⁽¹⁰⁾ Voir à cet égard l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 33/2001 du 13 mars 2001, spéc. considérants B.5.5.1. à B.5.5.5. .

- 3° en ce qui concerne la suppression de tout recours administratif préalable organisé, la loi du 15 mars 1999, précitée, a expressément fait de l'épuisement d'un tel recours un préalable indispensable à la recevabilité de tout recours ultérieur devant un tribunal ⁽¹¹⁾. Une telle exigence doit dès lors être considérée comme indissociable de la compétence reconnue au législateur fédéral d'assurer, de manière efficiente, l'organisation des cours et tribunaux, notamment pour ce qui concerne le contentieux relatif au recouvrement des taxes provinciales et communales. Il ne revient donc pas à la Région bruxelloise de décider de la suppression pure et simple du recours administratif préalable expressément voulu par le législateur fédéral en la matière.
-

⁽¹¹⁾ Lors des travaux préparatoires de la loi du 15 mars 1999, précitée, l'accent a clairement été mis sur le souci de créer un parallélisme entre les réclamations introduites contre les impôts d'Etat et celles afférentes aux taxes provinciales et communales (Doc. parl. Sénat, s.o. 1998-1999, n° 1-966/7, p.15 et n° 1-966/11, pp. 198, 203 et 206) et de faire jouer à la procédure administrative de réclamation auprès de l'autorité taxatrice le rôle de filtre administratif, préalablement à l'intentement des recours judiciaires (Doc. parl. Chambre, s.o. 1997-1998, n°s 1341/1 - 97/98 et 1341/2 - 97/98, p. 2). Dans le même sens, voir les arrêts de la Cour d'arbitrage n°s 114/2000 du 16 novembre 2000 et 60/2001 du 8 mai 2001.

Algemene opmerkingen

1. Historische achtergrond

De ontworpen bepalingen hebben tot doel de beroepen inzake gemeentebelastingen te reorganiseren. Ze regelen voor het overige niet wat er moet geschieden met klachten tegen de vroegere provinciebelastingen.

Een kort overzicht van de ontwikkeling van de wetgeving terzake kan de strekking van de aldus geplande wijzigingen verduidelijken.

- Eerste fase. De wet van 23 december 1986 betreffende de invordering en de geschillen ter zake van provinciale en plaatselijke heffingen organiseert een rechterlijk beroep bij de bestendige deputatie. Voorzover de waarde van de vordering ten minste 10.000 frank bedraagt, kan tegen de beslissing van de bestendige deputatie beroep worden ingesteld bij het hof van beroep ⁽¹⁾. Bovendien is voorziening in cassatie mogelijk tegen het arrest van het hof van beroep, alsook tegen de beslissing van de bestendige deputatie als het hof van beroep niet bevoegd is ⁽²⁾.

In het Brussels Gewest, waarvan het grondgebied onttrokken is aan de indeling in provincies, worden de rechtsprekende taken die in de provincies worden uitgeoefend door de bestendige deputatie, uitgeoefend door een rechtsprekend college overeenkomstig artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen.

- Tweede fase. De wet van 23 december 1986 wordt opgeheven bij de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen. De oorspronkelijke versie van die wet organiseert, in eerste aanleg, twee verschillende soorten van beroepen: in het Vlaams en het Waals Gewest een beroep bij de bestendige deputatie, die deze keer optreedt als administratieve overheid, en in het Brussels Gewest een rechterlijk beroep bij het rechtsprekend college, bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de genoemde bijzondere wet van 12 januari 1989. In tweede

⁽¹⁾ Zie artikel 603, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het toen van toepassing was.

⁽²⁾ Zie artikel 609, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het toen van toepassing was.

aanleg is een beroep bij het hof van beroep mogelijk, zowel tegen de beslissing van de bestendige deputatie als tegen de beslissing van het rechtsprekend college.

In zijn arrest nr. 30/98 van 18 maart 1998 heeft het Arbitragehof de bepalingen tot organisatie van de voornoemde beroepen vernietigd, omdat het verschil in structuur enerzijds het Brussels Gewest en anderzijds het Vlaams en het Waals Gewest niet rechtvaardigt dat de belastingplichtigen in de twee laatstgenoemde gewesten niet dezelfde rechterlijke garanties hebben als de belastingplichtigen in het Brussels Gewest ⁽³⁾.

Naar aanleiding van dat annulatiearrest is, wat het Brussels Gewest betreft, de regeling van de genoemde wet van 23 december 1986 opnieuw van kracht geworden totdat de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen in werking is getreden.

- Derde fase. De voormelde wet van 15 maart 1999 herstelt de artikelen 9, 10 en 11 van de genoemde wet van 24 december 1996 en organiseert voor gemeentebelastingen, en dit voor de drie Gewesten, enerzijds een administratief beroep bij het college van burgemeester en schepenen en anderzijds een rechterlijk beroep : in eerste aanleg bij de rechtbank van eerste aanleg en in tweede aanleg bij het hof van beroep, waarbij tegen het arrest van dat hof tot slot voorziening in cassatie mogelijk is bij het Hof van Cassatie.

Die regeling, die is ingevoerd naar aanleiding van amendementen van de Regering, biedt een antwoord op het oogmerk van parallellisme tussen de regels toepasselijk op rijksbelastingen en die welke van toepassing zijn op provincie- en gemeentebelastingen ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Overweging B.13.

⁽⁴⁾ Zie de verantwoording van de amendementen nr. 99 en nr. 100 van de Regering (Gedr. St., Senaat, zitting 1998-1999, nr. 1-966/7, blz. 15-16).

2. Bevoegdheid van de ordonnantiegever

1. Het voorontwerp van ordonnantie voorziet in:

- de opheffing van het verplichte en voorafgaande administratief beroep bij het college van burgemeester en schepenen, dat thans voorgeschreven wordt bij artikel 9 van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, zoals dat artikel bij de wet van 15 maart 1999 is hersteld;
- de vervanging van het beroep bij de rechtbank van eerste aanleg, dat thans voorgeschreven wordt bij artikel 10 van de genoemde wet van 24 december 1996, zoals dat is hersteld bij de wet van 15 maart 1999, door een - niet schorsend - "bezwaar" bij het rechtsprekend college dat zitting heeft als administratief rechtscollege;
- de mogelijkheid om bij het hof van beroep te Brussel beroep in te stellen tegen de beslissing van het rechtsprekend college of tegen de ontstentenis van beslissing van dat college, binnen de termijn die in het ontwerp wordt gesteld.

2. Volgens artikel 1 van het voorontwerp regelt het voorontwerp een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Uit de memorie van toelichting kan niet worden opgemaakt wat de aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet is die door het onderhavige voorontwerp van ordonnantie zou worden geregeld en die het Brussels Gewest in staat zou stellen om de bevoegdheden van de justitiële gerechten te wijzigen en de procesregels bij

die rechtscolleges te bepalen, in het bijzonder wanneer deze kennis moeten nemen van geschillen over de vestiging en invordering van provincie- en gemeentebelastingen ⁽⁵⁾.

De gewesten zijn voorzeker bevoegd om de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de gemeentelijke instellingen te regelen krachtens artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals die is gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, waarbij verscheidene bevoegdheden worden overgedragen aan de gewesten en de gemeenschappen. De ordonnantiegever mag die bepaling evenwel niet aangrijpen om voorschriften te wijzigen die de federale wetgever heeft uitgevaardigd om de rechterlijke aspecten van de beslechting van geschillen over de gemeentebelastingen te regelen.

Het oprichten van hoven en rechtbanken en het bepalen van hun bevoegdheden is een aangelegenheid die ingevolge de artikelen 77, 144, 145 en 146 van de Grondwet alleen voor de federale wetgever is weggelegd ⁽⁶⁾. Daarenboven is wat betreft de bevoegdheden van het rechtsprekend college bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de genoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 voor elke wijziging terzake ⁽⁷⁾ een wet vereist die is aangenomen met de bijzondere meerderheid voorgeschreven in artikel 4, laatste lid, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 163, tweede lid, van de Grondwet.

⁽⁵⁾ In zijn arrest nr. 19/2001 van 14 februari 2001 (overweging B.2.) heeft het Arbitragehof opgemerkt dat een nieuwe fiscale-geschillenregeling is ingevoerd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken en dat die regeling in beginsel geldt voor alle belastingen en dus ook voor die welke zijn ingevoerd door de gewesten. Deze redenering geldt a fortiori voor gemeente- en provinciebelastingen.

⁽⁶⁾ De bevoegdheid voor het vaststellen van regels voor de procedure bij rechtscolleges komt aan de federale wetgever toe op grond van zijn residuaire bevoegdheid: zie de volgende arresten van het Arbitragehof: nr. 19/2001 van 14 februari 2001, overweging B.4.2., nr. 33/2001 van 13 maart 2001, overweging B.5.5.1. en nr. 57/2002 van 28 maart 2002, overweging B.4.3.

⁽⁷⁾ Met uitzondering echter van wijzigingen die voortvloeien uit een wijziging van de rechtsprekende taken van de bestendige deputaties (art. 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989).

De inachtneming van die bevoegdheidsverdelende regels heeft de volgende consequenties :

- 1° de ordonnantiegever is niet bevoegd om de competenties van het rechtsprekend college bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de genoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 te wijzigen. De steller van het voorontwerp kan dat college dus niet de bevoegdheid opdragen om in eerste aanleg uitspraak te doen over bezwaren tegen gemeentebelastingen;
- 2° de ordonnantiegever is niet gerechtigd om de bevoegdheid van de rechtbank van eerste aanleg op te heffen en om bij het hof van beroep te Brussel een beroep te organiseren tegen de beslissingen van het rechtsprekend college dat uitspraak doet als administratief rechtscollege ⁽⁸⁾.

De bevoegdheid van de ordonnantiegever zou alleen kunnen worden aanvaard op basis van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Daartoe is echter het volgende vereist : de geplande wetgeving moet noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de gewestelijke bevoegdheden, de aangelegenheid in kwestie moet zich tot een gedifferentieerde regeling lenen en de betrokken bepalingen mogen slechts een marginale weerslag hebben op de aangelegenheid ⁽⁹⁾. In het onderhavige geval is niet aan die voorwaarden voldaan : bij het voorontwerp wordt de beroepsprocedure inzake gemeentebelastingen immers grondig hervormd, aangezien de organisatie van de hoven en rechtbanken wordt gewijzigd ⁽¹⁰⁾;

⁽⁸⁾ In zijn genoemde arrest nr. 19/2001 heeft het Arbitragehof verklaard dat de krachtens artikel 170 van de Grondwet aan de gewesten toegekende algemene fiscale bevoegdheid het gewest niet toestaat regels uit te vaardigen met betrekking tot de bevoegdheid en de procedure voor rechtscolleges. (overwegingen B.4.1. en B.4.2.).

⁽⁹⁾ Zie het arrest van het Arbitragehof nr. 19/2001 van 14 februari 2001, overweging B.4.3.

⁽¹⁰⁾ Zie in dat verband het arrest van het Arbitragehof nr. 33/2001 van 13 maart 2001, inzonderheid de overwegingen B.5.5.1. tot B.5.5.5.

- 3° wat de opheffing van het georganiseerde voorafgaande administratief beroep betreft, bepaalt de genoemde wet van 15 maart 1999 uitdrukkelijk dat het volledig benutten van zulk een rechtsmiddel een noodzakelijke voorwaarde is opdat latere beroepen bij een rechtbank ontvankelijk zijn ⁽¹¹⁾. Het volledig benutten van zulk een rechtsmiddel moet dus als een vereiste worden beschouwd die onlosmakelijk verbonden is met de bevoegdheid van de federale wetgever om de hoven en rechtbanken efficiënt te organiseren, in het bijzonder voor de afdoening van geschillen over de invordering van provincie- en gemeentebelastingen. Het Brussels Gewest is dus niet bevoegd om te besluiten het voorafgaande administratief beroep, dat de federale wetgever uitdrukkelijk gewild heeft terzake, zomaar op te heffen.
-

⁽¹¹⁾ Tijdens de parlementaire voorbereiding van de genoemde wet van 15 maart 1999 is duidelijk benadrukt dat men een parallellisme in het leven wilde roepen tussen de bezwaren ingediend tegen belastingen van de Staat en die met betrekking tot provincie- en gemeentebelastingen (Gedr. St., Senaat, Gewone Zitting 1998-1999, nr. 1-966/7, blz. 15 en nr. 1-966/11, blz. 198, 203 en 206) en de administratieve bezwaarprocedure bij het belastingbestuur als een administratieve filter wilde laten fungeren voordat gerechtelijke beroepen worden ingesteld (Gedr. St., Kamer, Gewone Zitting, 1997-1998, nrs. 1341/1 - 97/98 en 1341/2 - 97/98, blz. 2). Zie in dezelfde zin de arresten van het Arbitragehof nrs. 114/2000 van 16 november 2000 en 60/2001 van 8 mei 2001.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

F. DELPÉRÉE,
J. KIRKPATRICK,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS